



Editorial du Président

Au nom de l'égalité

C'est au nom de l'égalité entre tous les citoyens de la République que le **CDAFAL** interviendra dans le débat pour la mise en œuvre d'une réforme du Code de la famille permettant aux couples de même sexe de disposer des mêmes devoirs et les mêmes droits que les couples de sexes opposés : mariage, droits et devoirs de responsabilité conjointe, droit à l'adoption, droit au recours à la procréation médicalement assistée, droit aux mécanisme de pension de réversion, droit de vote à l'UNAF, etc. tous droits attachés au mariage.

Maintenir la situation actuelle serait discriminatoire.

Au nom de la laïcité

C'est aussi au nom de la laïcité que nous interviendrons dans ce débat. Certains s'opposent au mariage de couple de même sexe pour des raisons d'ordre moral dictées par leur croyance ou leur dogme.

Parce que la République est laïque, ses lois ne peuvent être dictées par de telles raisons. Elles doivent permettre à la fois le libre choix de vie de chaque citoyen responsable et le respect de ses convictions intimes.

Au nom de la réalité

Certains s'écrient "malheur et malédiction" pour les enfants de couples homosexuels.

Au nom de la réalité nous leur rappellerons que 250 000 à 300 000 enfants vivent dans des familles homoparentales et que toutes les études démontrent que la capacité d'éducation et de transmission des valeurs, d'humanisation et de civilisation est identique chez les couples hétérosexuels et homosexuels.

Cette réforme est donc nécessaire pour franchir une nouvelle étape dans la lutte contre l'homophobie.

Parce que pour le **CNAFAL** il n'y a pas de famille standard, nous continuerons parallèlement à rappeler la nécessité d'un statut du parent tiers.

Charles ADAM

CDAFAL du Rhône

16 rue Galilée
69100 Villeurbanne
Tél : 04 37 91 65 30
contact@cdafal-rhone.fr

<http://cdafal-rhone.fr>

Permanences
1er mardi de chaque mois
de 15h à 18h
(hors vacances scolaires)

Responsable de la
rédaction:

Michèle BONNET

Rédacteur en chef:

Charles ADAM

Mise en page:

Catherine PALVADEAU

Dans ce numéro :

Inégalité de patrimoine - 2
pour une nouvelle nuit du
4 Août

Pour un retour en régie 2
de l'eau du Grand Lyon

Rio + 20 : un rendez-vous 3
manqué

En bref 4

Consommation 4

Les AFL Lyon EST et
Lyon Ouest sont heureuses
de vous annoncer la
création de l'AFL Chasselay

*"L'austérité est une erreur :
aucune grande économie
ne s'est remise d'une
récession par l'austérité"*
Joseph Stiglitz, prix Nobel
d'économie

Inégalités de patrimoine: pour une nouvelle nuit du 4 Août

Ce titre était celui d'un article paru fin juin dernier suite à la dernière étude publiée le mercredi 19 juin 2012 par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Les inégalités de patrimoine alimentent de nouveau la controverse et nous voulons y apporter notre point de vue, sans parler des promesses faites lors de la dernière campagne présidentielle.

Les écarts de fortune que révèle cette étude sont encore plus spectaculaires qu'on ne le croyait. Et parce que le **CDAFAL** pense qu'une vaste réforme fiscale est indispensable, cette étude permet d'en cerner les enjeux. Plus encore : elle invite à une **véritable nuit du 4 Août**.

Ainsi 20% des ménages les plus fortunés

détiennent 71% des patrimoines et le début de l'enquête met d'abord des premières inégalités bien connues face au patrimoine, celles qui concernent l'âge. Rien de très étonnant ! Les jeunes ont peu de patrimoine tandis que les plus âgés en ont beaucoup.

« *Le patrimoine net moyen des ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans est de 37 000 euros, soit dix fois moins que le patrimoine net moyen des 60-69 ans, qui atteint 356 000 euros* », relève ainsi l'Insee.

Mais il y a évidemment des inégalités beaucoup plus spectaculaires, celles qui attestent d'une très forte concentration du patrimoine entre un nombre de Français ultra favorisés.

L'Insee a ainsi établi un classement original en répartissant les ménages en cinq tranches (soit 20% d'entre eux) selon leur niveau de vie. Et cela donne une mesure des inégalités entre Français.

Ainsi, note l'Insee, « *le patrimoine net moyen des 20% des ménages les moins aisés s'élève à 74 000 euros environ, alors que 20% des ménages les plus aisés possèdent ainsi 49% de l'ensemble du patrimoine net, soit 8 fois plus que les ménages les moins aisés* »

« *La concentration du patrimoine est davantage marquée pour les actifs financiers que pour les actifs non financiers. Les 20% des ménages les plus aisés détiennent 55% du patrimoine financier contre seulement 44% du patrimoine non financier* », note l'Insee.

L'Insee relève également que si l'on classe les ménages selon l'échelle des patrimoines, « les 20% des ménages les plus fortunés détiennent 71% du patrimoine total ».

La vertu de ces chiffres, c'est naturellement qu'ils soulignent l'urgente nécessité d'une réforme fiscale en profondeur.

Pour rétablir l'ISF et les droits de succession, largement démantelés ces dernières années, mais aussi plus précisément pour aligner la fiscalité du capital et de la finance sur celle du travail.

Les chiffres de l'Insee disent plus encore : ils plaident pour une « révolution fiscale », le **CDAFAL** confirme:

Oui à une nouvelle nuit du 4 Août !



Une
vaste
réforme
fiscale
est
nécessaire

Pour le retour en régie publique de l'eau



MOBILISON-NOUS !

**SAMEDI 13 OCTOBRE de 14 h à 18 h Salle de la Mutualité
Place Antonin Jutard – Lyon 3 ème**

Avec des élu-e-s d'autres villes, des experts, des artistes, des associations, des syndicalistes...

Rio + 20 : un rendez-vous manqué

une
fonte
record
de
la
banquise
accroît
encore
le
sentiment
d'urgence

Même si le sommet de la Terre a débouché sur un accord fort de 700 engagements en direction d'une voie durable, les ONG ont dénoncé un accord à minima, sans engagements concrets ni objectifs contraignants.

Vingt ans après le premier Sommet de la Terre de Rio qui avait introduit le développement durable à l'agenda mondial, l'édition 2012 de la conférence internationale onusienne n'a pas été à la hauteur des espoirs attendus, accouchant d'une souris.

Certes près de 200 pays participants avaient trouvé un accord sur le projet de déclaration finale sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons ».

Une déclaration de 49 pages, texte minimaliste comprenant plus de 70 promesses, mais ce qui manque ce sont des engagements fermes et contraignants avec les moyens correspondant de financement.

Ainsi à côté des belles paroles, il y a les actes des états qui sont en complète contradiction avec leurs engagements environnementaux.

La Directive européenne relative aux poids lourds interdit notamment la circulation des camions de plus de 18,75 m et pesant plus de 40 tonnes entre les Etats.

Pourtant, début 2012, la France a autorisé les camions de 44 tonnes et le Commissaire européen aux transports

a confirmé le 15 juin dernier l'autorisation de circulation transfrontalière de méga camions mesurant jusqu'à 25,25 m et pouvant peser plus de 60 tonnes!

Pendant ce temps là, la planète continue de se réchauffer.

Au nord du Groenland, en juillet 2012, 97% de la calotte glaciaire a fondu selon les observations de la Nasa et rapportées par la revue « Nature ». Dans l'Arctique, une fonte record de la banquise accroît encore le sentiment d'urgence,

« C'est un indicateur très visible, palpable, du réchauffement climatique » soulignait Jean JOUZEL, vice-président du GIEC, fin août dernier.

Le lobby des climato-sceptiques se poursuit aux USA et les représentants du Congrès sont les premiers courtisés par ces groupes d'intérêts.

Ainsi l'Université de Buffalo, située dans l'Etat de New-York, bien que de réputation prestigieuse, a publié en avril 2012 un rapport justifiant les pratiques polluantes de l'industrie du gaz de schiste. Des professeurs s'en sont émus : « *le rapport reflète les intérêts des entreprises d'extraction du gaz, pas une recherche académique indépendante* ».

Pas de doute qu'en France le lobby du pétrole s'y emploie également !



BULLETIN D'ADHESION 2012

NOM

Prénom.....

.Adresse.....

Situation familiale : marié ,
concubinage , veuf(ve) , célibataire
, divorcé(e)

Nombre d'enfants

Nom et prénom du conjoint

Enfants mineurs

Prénoms/ Dates de naissance/ Handicapés.

...../..... /.....

..... /..... /.....

...../..... /.....

Tél domicile

Fax :

Mail :

Adhésion à l'AFL Lyon Est..... Adhésion à l'AFL Lyon Ouest Cotisation nationale + abonnement au journal
«Familles Laïques» . 5,00 €

Cotisation départementale ... 3,00 €

Total 8,00€

Si vous ne désirez pas recevoir
le journal national, vous pouvez déduire...

4,00€

Adhésion de soutien : . 2,00 €

Fait à.....

leSignature :

Déclare remettre aux AFL son droit de
vote à l'UDAF du Rhône**En Bref****Première ministre homosexuelle.**

C'est en Islande, Johanna Sigurdar-Dottir a été la première Islandaise à épouser une autre femme inaugurant ainsi l'entrée en vigueur de la loi autorisant le mariage entre personnes du même sexe.

L'éthylotest.

La période des vacances est terminée, chaque véhicule doit comprendre le gilet fluo et le triangle de sécurité, également un éthylotest, certes difficile à trouver, mais obligatoire depuis le 1^{er} juillet dernier avec un avertissement dans un premier temps, puis une amende de 11 € à partir du 1/11/2012.

Rappel : L'éthylotest, communément appelé « alcootest », donne un indice de la présence d'alcool dans l'air expiré, par un indicateur coloré. Il est interdit de conduire en cas de concentration d'alcool dans l'air expiré égale ou supérieure à 0,25 milligrammes par litre.

Si votre mobile a pris l'eau.

Le riz peut vous aider à le sauver si vous plongez votre appareil dedans pendant 2 jours. Le riz absorbe l'humidité. Bonne chance.

Le thé des chinois

Greenpeace a relevé les traces de 29 pesticides dans le thé Lip-ton vendu en Chine. Ce pays surveille le taux de 30 substances actives alors qu'il y a 600 types de pesticides utilisés (450 dans l'Union européenne où les normes sont 30 fois plus strictes).

TVA... on s'y perd.

La TVA pour les biens de première nécessité ne devait pas augmenter or le taux de la TVA sur la partie assainissement, qui correspond à 40 % de la facture d'eau, est bel et bien passé de 5,5 % à 7 %. L'eau ne serait donc plus un bien de première nécessité !
60 Millions de consommateurs - Mars 2012

Interdiction de l'aluminium dans les vaccins ?

Un groupe d'étude sur les vaccinations au sein de l'Assemblée nationale a demandé, le 13 mars dernier, la mise en place d'un moratoire sur les adjuvants aluminiques et la recherche d'alternatives. Ce groupe réclame aussi une plus grande transparence.

Principes de santé, janvier 2012

Viande rouge trop grillée, attention à la prostate

On connaît les risques cardiovasculaires liés à une trop grande consommation de viande rouge. Désormais certains de ses modes de cuisson (grillade, barbecue) sont accusés de doubler le risque de développer une forme agressive de cancer de la prostate. Lors de l'excès de cuisson il y aurait la production de 2 substances capables de modifier le code génétique et donc d'induire des cancers.

Principes de santé, janvier 2012

Factures d'eau.

Seules 9 % des factures d'eau en France sont conformes à la réglementation : mode de calcul, performance du service rendu (de la production d'eau potable au traitement des eaux usées). Rappelons que l'eau gérée par un gestionnaire public est moins cher de 15 %

60 Millions de consommateurs - avril 2012

Les œufs, les poules et l'Europe.

La France fait partie des treize pays cités par Bruxelles pour n'être toujours pas en conformité avec la législation, datant de 1999, sur les poules pondeuses. 8 % des élevages violent les textes qui demandent 750 cm² d'espace par poule (1 feuille format A4 !) avec litière et perchoir. Heureusement il y a des élevages en plein air ou/et bio !

Le bœuf aux hormones n'est pas p a s s é .

Cette bonne nouvelle d'une victoire de l'Union européenne sur l'Amérique du Nord, interdisant l'importation du bœuf aux hormones dans l'Union arrive après 20 ans d'âpres négociations. Une capsule implantée dans l'oreille du bovin laisse échapper lentement cinq hormones dans les vaisseaux sanguins ce qui augmente de 15 % la quantité de viande produite.